

## **Conditions pour la consolidation de la paix en Côte d'Ivoire**

Discours inauguration séminaire

Rafael Grasa, Abidjan, le 27 Septembre 2010

Chère Mme. Ambassadeur de l'Espagne, Cher M. Président de l'Université de Bouaké, autorités présentes, mesdames, messieurs...soyez les bienvenus !

Je vais commencer par rappeler ces paroles chaleureuses qui appartiennent à votre hymne national: Salut ô terre d'espérance; Pays de l'hospitalité. Ensuite, je pense que par courtoisie et correction, comme président d'une nouvelle institution qui veut travailler sur le sol ivoirien, le mieux sera que je me présente. L'Institut Catalan International pour la Paix (ICIP) a été créé en 2007. Son but est de promouvoir la culture de la paix en Catalogne, région autonome de l'Espagne, et partout dans le monde, faciliter la résolution pacifique et la transformation des conflits, et réussir à ce que la Catalogne ait un rôle actif en tant qu'agent de paix. Ainsi, le Parlement de Catalogne approuva la création de l'ICIP en décembre 2007. Il s'agit d'un organisme public, mais en même temps autonome, indépendant par rapport au Gouvernement catalan et par rapport à la société civile. Il s'agit d'une institution née de la forte puissance des mouvements sociaux, symbole de la force de la société civile chez nous. L'activité de l'ICIP s'articule autour de trois axes principaux: promouvoir des programmes de recherche et des accords avec des institutions publiques et privées ; encourager la formation sur la paix et la diffusion de la recherche et des connaissances les plus remarquables, non seulement théoriques mais aussi pratiques; et travailler sur le terrain pour la consolidation de la paix et la prévention des conflits.

Concernant le troisième axe, l'ICIP considère, en effet, que la Côte d'Ivoire se trouve actuellement dans un contexte clef en ce qui concerne la consolidation de la paix et la prévention de la violence. Aujourd'hui, le processus électoral, avec les élections dans un mois, concentre tous les efforts en faveur de la sortie de crise et le retour à la paix dans le pays. Cependant, les tensions qui ponctuent ce processus rappellent la fragilité, habituelle ailleurs (d'ailleurs ?), du processus de consolidation de la paix.

Ces tensions suggèrent l'idée selon laquelle, les principaux acteurs ne doivent pas seulement chercher les solutions à cette crise politique en Côte d'Ivoire dans les éléments principaux inscrits dans l'accord de paix d'Ouagadougou, mais également dans les causes structurelles qui, déjà dans les années 90, ont déclenché cette situation. Les conflits fonciers, par exemple, notamment dans l'Ouest du pays, sont progressivement apparus comme étant le prolongement des effets de déséquilibre politique, économique et social qui ont éclaté dès la fin des années 70 et lors des programmes d'ajustement structurel des années 90. Parallèlement à ce constat, les dynamiques de recomposition des relations identitaires entre les autochtones et les allogènes, particulièrement dans les zones CNO, sont des aspects à prendre en considération.

Les réflexions et les actions en faveur de la restauration de l'autorité de l'État de droit, la garantie de l'indépendance de la justice, les travaux pour l'éducation et la sensibilisation sur le sens de la nationalité et la citoyenneté, ainsi que la formation en participation communautaire sont autant de domaines qui ne sont pas explicitement inscrits dans les accords de paix, mais qui sont nécessaires pour atteindre une paix durable et transparente. Néanmoins, on ne peut pas oublier le travail réalisé, visant à l'insertion de ceux qu'on appelle « jeunes à risque » et des femmes, de même que la promotion des programmes de reconstruction et de développement post-conflit. Les expériences existantes sur les processus de gestion de conflits suggèrent d'établir une transition vers une phase de consolidation et de construction de la paix, en essayant de s'attaquer aux racines du conflit pour assurer, sur le moyen et le long terme, la résolution et la transformation du conflit. C'est pour cela que l'on doit établir une analyse structurelle et non seulement conjoncturelle.

Pour tous ces raisons, en partenariat avec le Centre de Recherche et Action pour la Paix (CERAP) et l'Université de Bouaké et le soutien du PNUD-Côte d'Ivoire, l'ICIP a décidé de mettre en place le séminaire "Conditions pour la consolidation de la paix en Côte d'Ivoire". Son objectif est de définir les conditions nécessaires pour développer un processus de consolidation de la paix effective et durable en Côte d'Ivoire. Nous croyons qu'il s'agit d'un moment très important pour le processus de sortie de crise dans le pays étant donné le contexte préélectoral où on se trouve. La valeur ajoutée de ce séminaire sera d'enrichir la réflexion sur ces

questions plutôt renvoyées à un calendrier post-électoral. Sur le long terme, cet enrichissement devrait contribuer à la transformation des conflits et à l'amélioration de la situation de la sécurité humaine, la sécurité des personnes, dans le pays. Sur ces problématiques structurantes pour une paix durable, réfléchir sur les besoins structurels doit servir à entretenir la veille intellectuelle et politique sur des aspects souvent oubliés qui, pourtant, contribuent à miner la société et à retarder le processus de sortie de crise.

Pour détecter ces conditions, on a consolidé la célébration de cinq panels. Un premier panel, cet après midi, plus général, pour discuter sur la transition entre le maintien et la consolidation de la paix, et qui doit servir à souligner les lignes de travail des panels suivants. A partir de demain, et jusqu' à mercredi, on va se focaliser dans des aspects considérés comme les causes structurelles du conflit ivoirien : le problème foncier, la citoyenneté ivoirienne, le redéploiement de l'état et les jeunes à risque. Chaque panel a été composé par différents acteurs intervenants : sur une base académique, le débat sera partagé entre les mêmes académiciens, praticiennes et décideurs nationaux.

Dans aucun cas, l'ICIP vise à s'immiscer dans le processus de sortie de crise dans votre pays, son bout est de contribuer, d'une façon modeste et dans la mesure du possible, à atteindre une paix durable à partir de la discussion des concepts clés qui marquent l'histoire en Côte d'Ivoire.

Avant de finir, je voudrais donner mes reconnaissances au CERAP et à l'Université de Bouaké (pour leur tâche dans le cadre de la formation du Comité Scientifique de ce séminaire), à l'Ambassade d'Espagne en Côte d'Ivoire pour la réception et l'accueil, au PNUD-Côte d'Ivoire, pour leur soutien, et au Goethe Institut, pour l'hébergement de nos activités. On espère que ces partenariats ne seront pas ponctuels et qu'on pourra continuer à travailler ensemble pour la consolidation de la paix dans votre pays. Finalement, je ne veux pas oublier de remercier tous les participants au séminaire qui, avec leurs différentes contributions, configureront ces deux jours et demi de travail. On envisage des débats riches et fructifiants.

Merci beaucoup !